

PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

N° 25343-3

Modifiant l'arrêté n°25343 du 12 juillet 1994 modifié

ARRETE du 16 juillet 2007

**LE PREFET DE LA REGION DE BRETAGNE
PREFET D'ILLE-ET-VILAINE**

Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre national du mérite

VU la loi n° 61.842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs ;

VU la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la Protection de la Nature ;

VU le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et ses différents modificatifs ;

VU la loi n° 76.663 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement relatif aux Installations Classées et ses différentes modifications ;

VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié et complété ;

VU le décret n° 75.177 du 12 mars 1975 portant application de l'article 6 de la loi n° 64-1245 du 16 septembre 1964 ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 codifiée susvisée ;

VU le décret n° 77.1297 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et concernant les établissements détenant des animaux ;

VU les décrets n° 92.184 du 25 février 1992, n° 93.1412 du 29 décembre 1993 et n° 99.1220 du 28 décembre 1999 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'arrêté du 20 novembre 1976 fixant les conditions générales auxquelles sont subordonnées les autorisations délivrées en application du décret n° 73.218 du 23 février 1973 ;

VU les arrêtés du 13 mai 1975 fixant les conditions prévues par les articles 2, 3, 6 et 7 du décret du 23 février 1973 ;

VU les arrêtés du 21 août 1978 relatifs aux règles générales de fonctionnement et au contrôle des établissements présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et aux caractéristiques auxquelles doivent satisfaire les installations fixes ou mobiles des établissements présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

VU les arrêtés du 10 août 2004 fixant les règles générales de fonctionnement des installations d'élevage d'agrément d'animaux non domestiques et les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées ;

VU l'instruction du Ministère du Commerce du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1954 sur la pollution des eaux des étangs, canaux et cours d'eau ;

VU l'arrêté préfectoral n° 25343 en date du 12 juillet 1994 autorisant la S.A. AQUARIUM GEANT à exploiter un aquarium à SAINT-MALO ;

VU l'arrêté n° 25343-2 du 26 juin 2003 modificatif ;

VU la demande présentée par le GRAND AQUARIUM DE SAINT-MALO en vue de modifier l'autorisation d'exploiter un aquarium, situé avenue du Général Patton, à SAINT-MALO ;

VU le dossier présenté par le GRAND AQUARIUM DE SAINT-MALO ;

VU les plans joints à la demande d'autorisation ;

VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa réunion du 5 juin 2007 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L-512-1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 11 du décret 77-1133 susvisé, le pétitionnaire est destinataire, pour observations éventuelles, du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

CONSIDÉRANT que les conditions techniques d'exploitation et les mesures imposées à l'exploitant, notamment :

- la mise en place d'un procédé de traitement des effluents issus des aquariums par un procédé de décontamination par UV ;
- le rejet d'effluents dans le milieu naturel via un réseau busé est de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L-511-1 du Code de l'Environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

A R R E T E

Article 1er - L'arrêté préfectoral n° 25343, modifié le 11 avril 1996 et le 26 juin 2003, est modifié dans les conditions suivantes.

Article 2 - L'article 5 de l'arrêté n°25343 du 12 juillet 1994, modifié le 26 juin 2003, est remplacé par :

« Article 5 :

L'eau de mer nécessaire aux aquariums d'un volume de pointe de 33 m³ journalier et d'un volume moyen de 21 m³ provient d'un pompage effectué sur la côte.

Cette eau pompée sera stockée dans deux bacs de 60 m³ enterrés à proximité de l'établissement.

Pour l'alimentation des aquariums, elle subira une filtration mécanique (filtres lamellaires) et sera épurée par passage sur batterie d'ultraviolet à pouvoir germicide.

Les parois et le fond des bassins doivent être nettoyés aussi souvent que possible pour maintenir la qualité des eaux.

Le système mis en place comprendra :

- une cuve de récupération supplémentaire étanche de 1m de diamètre et 2 m de profondeur en béton
- une pompe de relèvement
- une micro-filtration mécanique (garantissant des eaux de rejet à un micron) comprenant une pré-filtration sur disques, une micro-filtration sur poche garantissant un taux maximum de MES de 5 mg/l,
- un stérilisateur UV répondant notamment aux spécifications techniques suivantes : transparence de l'eau 85% sur 10 mm, dose germicide 25mJ/l², débit 10m³/h
- une cuve de décantation des boues
- une cuve de stockage des boues

La pompe de relèvement et le stérilisateur UV seront reliés au central alarme. »

Article 3 -Les articles 6 et 7 de l'arrêté n°25343 du 12 juillet 1994, modifié le 11 avril 1996 et le 26 juin 2003 est remplacé par :

«

Conditions techniques imposées aux rejets

Article 6

Aspect quantitatif

Les volumes rejetés seront limités à 51 m³ par jour étalés sur 24 heures.

- 35 m³ par retour direct dans le milieu naturel (mer). Ces rejets seront dirigés au-delà du barrage de la Rance par le biais de canalisations étanches et résistantes à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Elles seront convenablement entretenues et feront l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Les différentes canalisations seront repérées ; un schéma du réseau sera établi et transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

La mise en place de ce réseau sera effective et opérationnelle au plus tard avant la fin du 1^{er} semestre 2008.

L'inspection des Installations classées sera prévenue de l'état d'avancement des procédures et travaux à chaque phase. Un planning de réalisation sera transmis à l'automne 2007.

- 12 m³ par retour en direct vers la station dépuración de la ville de SAINT-MALO.

Toute modification notable et passagère par rapport à ce volume devra faire l'objet d'une information préalable auprès de l'inspecteur des Installations Classées et du service chargé de la Police de l'Eau maritime.

Tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit instantané maximal de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle déclaration.

L'élimination ultérieure des différentes eaux utilisées sera assurée par rejets qui devront être absents de germes pathogènes ou dangereux et d'algues :

- par retour direct en mer après traitement par UV, pour :
 - le trop plein des aquariums d'exposition d'eau de mer ;
 - l'eau des aquariums de quarantaine (trop plein, rinçage) ;
 - l'eau de transport des poissons d'importation.
- par retour direct en circuit VRD (Voirie Réseau Divers), et dirigé vers la STEP pour :
 - le trop plein des aquariums d'eau douce ;
- par retour direct en circuit VRD (Voirie Réseau Divers), et dirigé vers la STEP pour :
 - le trop plein des aquariums d'eau douce ;
 - l'eau de rinçage des masses de filtration ;
 - l'eau du bassin NAUTILUS.

Les bassins sont conçus de manière à y éviter la pénétration d'eaux de ruissellement.

Les eaux usées des autres installations (sanitaires, eaux de lavage) et eaux pluviales seront évacuées par des réseaux séparatifs.

Les sacs plastiques ayant servi au transport doivent être détruits. Ils ne peuvent, en aucun cas, être réutilisés.

Les conteneurs doivent être détruits ou désinfectés s'ils sont conservés.

Les animaux morts devront être réfrigérés et congelés avant leur élimination par l'équarrissage.

Les boues issues de la micro-filtration seront détruites par incinération.

Les procédures de maintenance seront en permanence affichées.

Les différents cahiers d'enregistrement seront tenus à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

Et

« article 7 -

Aspect qualitatif

Les eaux rendues à la mer ne devront pas être de nature à porter préjudice à la santé publique.

Elles ne devront pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction de la flore et de la faune marine, ni dégager d'odeur putride ou ammoniacale avant et après vingt jours d'incubation à 20° C.

Les effluents rejetés devront respecter les normes qualitatives suivantes :

- demande biologique en oxygène (DBO) : concentration < 40 mg/l ;
- matière en suspension totale (MES) : concentration < 30 mg/l ;
- ammoniacale (NH₄) : concentration < 1 mg/l ;
- teneur en oxygène dissous > 5 mg/l ;
- pH compris entre 6 et 9 ;
- température inférieure à 22 ° C.

Du point de vue bactériologique, les eaux rejetées ou contenues dans les bassins devront avoir des concentrations en coliformes totaux et fécaux inférieures ou égales aux normes suivantes :

- coliformes totaux : 500 germes/100 ml ;
- coliformes fécaux : 50 germes/100 ml ;
- vibrio : absence.

Tout changement du traitement des effluents ayant pour effet de modifier la composition de ceux-ci, devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Dans le cadre de l'autocontrôle, tout dépassement des normes devra être signalé à l'inspection des Installations Classées ainsi qu'au service de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et de la Police de l'Eau maritime. »

Article 4 -L'article 7 de l'arrêté n°25343 du 12 juillet 1994, modifié le 26 juin 2003 est complété par :

« Procédure de traitement antibiotique par baignade d'un bassin d'exposition.

Procédure de traitement antibiotique par baignade d'un bassin d'exposition :

- Dès le commencement du traitement, le bassin traité doit être mis en circuit fermé (100 % de recirculation, sans renouvellement d'eau) durant une période correspondant à la durée de l'AMM (à partir du dernier jour de traitement).
- En cas de besoin de renouvellement d'une partie du volume du bassin durant cette période (traitement + durée d'AMM), ce volume sera pompé et stocké en salle de quarantaine jusqu'à la fin de la durée d'AMM, avant rejet.

Noter sur un cahier d'enregistrement :

- Les dates de début et de fin de traitement antibiotique
- Le nom de l'antibiotique utilisé, en précisant son AMM
- La date de mise en circuit fermé (à 100 %) du bassin
- Les dates de vidange du bassin, avec les volumes vidangés
- Lieu et durée de stockage de ces volumes vidangés
- La date de réouverture du débit de renouvellement (en eau neuve) du circuit fermé.

Procédure de contrôle du bon fonctionnement du système de chloration/déchloration

Procédure de chloration/déchloration des eaux de rejet de la salle de quarantaine :

➤ **Cuve de chloration :**

- Concentration de 6 ppm minimum en chlore,
- Temps de contact : 1 heure minimum.

➤ **Cuve de déchloration :**

- Temps de brassage à définir pour garantir la non présence de résidus chlorés avant rejet vers la cuve de récupération des eaux de rejet.

Noter sur un cahier d'enregistrement une fois par mois :

- L'heure de début et de fin de traitement par chloration dans la cuve de chloration
- La concentration en chlore durant le traitement de déchloration
- La concentration en chlore dans la cuve de déchloration avant rejet vers la cuve de récupération des eaux de rejet.

De plus, une sonde à chlore reliée à un automate permettra de stopper le rejet s'il y a présence de chlore dans la cuve. »

LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

Article 5 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, la Sous-Préfecture de SAINT-MALO, le Maire de SAINT-MALO et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

RENNES, le 16 juillet 2007

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Pour le secrétaire général, par suppléance



Stephan de RIBOU